

Déclaration Liminaire au Comité Technique Local du 02 avril 2013

Monsieur le Président,

Tout d'abord, **Solidaires Finances Publiques** vous remercie de nous avoir tenus au courant du départ du Directeur des Ressources Humaines.

A l'époque où l'appellation était "Directeur du Personnel", on pouvait encore penser que ce poste avait un rapport avec les agents.

Devenu "Directeur des Ressources Humaines" le poste devenait celui d'un gestionnaire de ressources au même titre qu'une gestion de matière première.

En effet, nous avons oublié que pour les agents comme pour les organisations syndicales, le DRH n'a qu'un rôle totalement secondaire..., merci de nous l'avoir rappelé.

En ce qui concerne les points d'information de ce CTL, comme chaque année, les représentants de **Solidaires Finances Publiques** dénoncent l'inscription du Budget comme point d'information et non pas comme sujet central de l'ordre du jour.

Il est temps que le Budget de notre DDFiP soit débattu et voté par les représentants de ceux qui en subissent la rigueur. Ce d'autant plus que le contexte général est défavorable à l'exercice de l'action publique.

Les politiques d'austérité et de rigueur, mises en œuvre depuis le début de la crise et poursuivies depuis plusieurs mois, inscrivent leur corollaire dans la lutte contre les déficits publics. C'est la recherche effrénée d'économies budgétaires qui guide, quelles qu'en soient leurs conséquences, les orientations des équipes au pouvoir. A ce titre, les dernières mesures annoncées, avec les lettres de cadrage faisant état de 5 à 6 milliards d'économies supplémentaires à dégager pour 2013, ne font qu'empirer le phénomène et sont particulièrement porteuses d'inquiétudes. Après les suppressions d'emplois, les volumes de promotions en baisse, arrivent les réductions budgétaires concernant la DGFIP.

Les baisses drastiques constatées mettent gravement en péril le fonctionnement même des services. Dès lors ce sont d'abord les missions qui en pâtiront puis ensuite les agents par le biais de la détérioration de leurs conditions de vie au travail.

Aujourd'hui, force est de constater, eu égard aux chiffres présentés, que la Direction sera dans l'incapacité de fonctionner normalement et même de boucler l'exercice budgétaire.

L'évolution de certains postes est proprement catastrophique depuis 3 ans. Nous pouvons citer sans être exhaustifs : les fournitures, les frais de déplacement et l'équipement informatique.

En prenant comme exemple l'équipement informatique : comment la DGFIP va-t-elle faire face à sa volonté affichée de promouvoir les applications dématérialisées pour les contribuables (professionnels, particuliers, collectivités territoriales) avec un parc vieillissant qu'elle ne pourra plus remplacer dans des délais normaux ?

De même, l'enveloppe amputée des frais de déplacement pose les questions du contrôle fiscal, du fonctionnement de l'équipe de renfort et de l'exercice de la formation professionnelle.

Au vu de la réalité et du constat établi, l'appauvrissement des moyens publics constitue une stratégie de nature à fragiliser le Service Public et à y substituer la sphère privée.

L'Administration ne veut pas se donner les moyens d'une politique annoncée à grands sons de trompe, tout comme la simplification fiscale correspond notamment à 118 cases supplémentaires sur la 2042C ou que dans le cadre de l'aide aux services on modifie le site Impôt.gouv sans les informer...

En dehors des points d'information de votre ordre du jour, parlons de l'entretien professionnel et de son corollaire EDEN-RH.

Pour favoriser des agents, certains notateurs les ont pénalisés d'un mois en se trompant entre réduction et majoration...

Afin de laisser des marges de progression, d'autres ont carrément fait régresser certaines appréciations passant ainsi d'"excellent" à "bon" par l'intermédiaire du profil croix...

Que dire d'appréciations monosyllabiques réduisant un agent à : "bon travail"

Sans oublier les nouveautés du logiciel dont les correctifs, les mises à jour et les patches n'arrivent qu'au compte-goutte ressemblant étrangement à un AGORA bis...

Il apparaît déjà qu'il y a de grandes disparités entre les services.

La notation est un sujet sensible pour les agents, certains se sentent déjà perdant avec ce nouveau système et cela contribue à accentuer leur fragilité...mais peut-être est-ce le but recherché ?

En conclusion, dans deux jours, le Directeur Général va décliner sa vision de la DGFIP de demain via la démarche stratégique. Si les éléments de contexte retenus s'inscrivent dans des logiques de contrainte, c'est à dire en diminuant les effectifs, en baissant les budgets de fonctionnement, en réduisant les promotions, ce projet est voué inexorablement à l'échec.

Ce n'est pas en cassant le Service Public fiscal et de gestion publique que l'on construit la cohésion et les solidarités dont nos concitoyens ont fortement besoin en période de crise économique et sociale profonde.